

RÉFORME DU COLLÈGE Le combat s'amplifie

Les prises de position **contre cette réforme**, imposée à l'emporte-pièce, contre l'avis des syndicats représentant la **grande majorité des enseignants exerçant en collège**, se multiplient.

Et les avis négatifs ne se limitent pas aux enseignants concernés en voici quelques exemples significatifs.

- C'est Luc Ferry, philosophe, qui a présidé le Conseil national des programmes pendant 10 ans, sous des gouvernements de gauche comme de droite, avant de devenir ministre de l'Éducation nationale en 2002, qui qualifie les **futurs programmes** de « *ridicules, partisans et nuisibles* ».

- C'est également le secrétaire général du SNPDEN-UNSA, très largement majoritaire chez les personnels de direction des collèges et des lycées, pourtant un inconditionnel de la « refondation Peillon » qui soutient la réforme du collège du bout des lèvres. Il reconnaît que la réforme met réellement **l'allemand en difficulté**,

« *peut-être une réforme pour rien...mais non sans effets* ».

- C'est encore Guy Coq, philosophe et auteur de plusieurs ouvrages, notamment de « 10 propositions pour une école juste », qui porte un regard

sévère sur cette réforme :

« *.....l'absence de cohérence entre les mesures envisagées et le but officiellement recherché...* ».

« *.....s'il est vrai que le destin des sinistrés de l'école se fixe au collège, ce n'est pas le collège lui-même qui les fait échouer. C'est la situation d'échec grave à l'entrée au collège...* ».

« *...Or, rien n'a été fait pour assurer les **apprentissages fondamentaux** sans lesquels aucune école n'est efficace.* »

- Mais le **jugement le plus lapidaire et le plus dur** est porté par **Jean-Pierre Chevènement**, ancien ministre de l'Éducation nationale, dans un gouvernement de la même majorité politique que l'actuelle ministre :

« *une réforme du collège qui va dans le sens du **laxisme**.* »

ou encore « *l'**égalitarisme niveleur** est l'ennemi de la démocratisation véritable.* »

Madame est servie !

Ces prises de position qui transcendent les **clivages politiques** nous confortent dans le combat que la FAEN et plusieurs de ses syndicats mènent contre la réforme de Najat Vallaud-Belkacem.

APPEL À LA GRÈVE

Jeudi 11 juin 2015
Contre l'inacceptable réforme
du collège !

Au sein de l'intersyndicale

(avec le SNES et SNEP-FSU le SNETAA et le SNFOLC, la CGT Educ'action, SUD-Education et avec l'appui de la FAEN)

le SNCL et le SIES

appellent les personnels des collèges à faire grève le jeudi 11 juin 2015 pour **dénoncer une réforme qui aggravera leurs conditions de travail et abaissera encore le niveau des élèves.**

CE QU'EN PENSENT LES PARENTS

Selon un sondage réalisé par la PEEP auprès de 5 978 adhérents, **8 parents sur 10 sont opposés** à l'une des mesures « phare » de la réforme du collège : la **suppression des classes bilingues et des sections européennes.**

CACHEZ CE MÉRITE...

Après avoir tenté en vain, de supprimer les « **bourses au mérite** », un **arrêté ministériel du 28 mai 2015** divise par 2 leur montant qui passe ainsi de 1 800 à 900 € par an.

Rappelons que ces bourses sont attribuées chaque année à environ **7 000 bacheliers issus de milieux modestes**





ayant obtenu la mention très bien au bac afin de leur permettre de suivre des études supérieures dans de bonnes conditions.
Un très mauvais exemple, probablement.

Réforme des enseignements du collège : que font nos voisins ?

Après le rapport PISA, le ministère a trouvé tous les arguments nécessaires pour **préparer l'opinion publique à la désastreuse réforme du collège**.

Accroître les fondamentaux, valoriser l'enseignement des langues, **des mots creux qui tentent de cacher une réalité allant à l'opposé de ces objectifs**. Mais si nous comparions ce que fait la France en matière d'enseignement, avec ses voisins de l'OCDE ?

Le dernier rapport d'Eurydice est en cela édifiant : la France fait partie des pays proposant la plus haute durée annuelle d'instruction, et, avec 17,6% de ce temps pour les langues étrangères, **elle fait déjà partie des pays consacrant le plus de temps à l'enseignement des langues**.

Dans le premier degré, déjà 70% du temps est consacré à l'étude des fondamentaux (lecture, écriture, littérature, mathématiques, sciences, langues étrangères).

L'argument de notre ministre voulant sacrifier latin et classes bilingues pour la généralisation de la LV2, dans l'espoir d'améliorer le niveau de langue des élèves français, semble donc déjà moins convaincant devant ces chiffres !

La réforme pointe aussi du doigt **le manque de souplesse de l'enseignement** cantonné à une distribution nationale équitable, et à un cloisonnement disciplinaire strict. **Mais en vérité, nous sommes loin d'être les seuls à fonctionner ainsi**.

L'Allemagne, l'Espagne, le Portugal, la Suisse, l'Autriche et un grand nombre de pays d'Europe centrale le font aussi. Et pour tout dire, **la Grande-Bretagne est le seul pays de l'OCDE à proposer des temps d'enseignements non définis nationalement**.

C'est donc bien encore une fois le modèle anglo-saxon qu'on tente d'imposer en France, sans pertinence réelle !

Enseignants, à la poursuite d'une image

Quelle idée se fait-on des enseignants aujourd'hui ? Quelle image les professeurs se font-ils d'eux-mêmes ? C'est à cette question qu'une récente enquête OpinionWay tente de répondre.

Le premier constat est celui de **l'image positive que les enseignants conservent aux yeux de la société**. En effet, plus de 66% des sondés (tous âges confondus) déclarent avoir une image positive des enseignants. Ils sont même 83% à souhaiter que l'on valorise davantage ce métier, **preuve que le constat d'un métier non reconnu à sa juste valeur est largement partagé**.

Chez les 18-24 ans, 48% des sondés déclarent avoir été d'une façon ou d'une autre inspirés par un de leurs professeurs : gain de confiance, goût d'apprendre, découverte et intérêt nouveau pour une discipline.

En revanche, **les enseignants français continuent de creuser l'écart avec les autres professeurs de l'OCDE**, dès qu'il s'agit de l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes et de la reconnaissance de leur métier. Alors que partout ailleurs, 31% des professeurs pensent que leur métier est valorisé dans la société, en France, ils ne sont que 5%. **En cinquante ans, la baisse du pouvoir d'achat, le recul de l'autorité de l'enseignant, et la réduction de la transmission des savoirs à un pédagogisme inefficace, ont durablement écorné l'image du métier**.

Les difficultés de recrutement ont aussi engendré une baisse de la difficulté d'accéder aux concours d'enseignement, modifiant en conséquence le profil des nouvelles générations d'enseignants français : moins pointus dans leur domaine, ils sont de plus en plus nombreux à choisir ce métier comme un pis-aller, **une alternative au chômage, ou un dernier refuge (bien illusoire) face à un monde du travail contemporain de plus en plus stressant et chronophage**.

L'enseignement n'échappe malheureusement pas à cette transformation du travail en France, dérivant vers l'autoritarisme, les rapports déshumanisés, la pression quotidienne, le conflit, la lourdeur administrative, l'augmentation abusive des tâches et des temps de présence...

Pourtant, pour les sondés, **les trois principales qualités d'un enseignant restent de dominer sa matière, d'être juste, et d'être à l'écoute**. A l'heure où nos enseignements disciplinaires se trouvent menacés et où nous entrons dans la sixième année de gel de notre point d'indice, cette enquête aurait de quoi faire réfléchir le ministère...